



Mercredi 03 Décembre 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Bouzed répond aux questions et préoccupations des membres du Conseil de la nation](#)



Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a commencé, mardi soir, à répondre aux questions et préoccupations des membres du Conseil de la nation concernant le texte de loi de finances pour l'exercice 2026.



Projet de loi de finances pour 2026 : les sénateurs débattent le contenu

Lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2026, les membres du Conseil de la nation ont, dans l'ensemble, salué le contenu du texte, tout en formulant un certain nombre d'observations constructives.

Plusieurs sénateurs ont ainsi mis l'accent sur l'importance d'une coordination optimisée entre les différents secteurs, afin d'accélérer davantage la mise en œuvre des projets structurants, générateurs de richesse et d'emploi, en parfaite adéquation avec la vision du président de la République visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à diversifier l'économie nationale. Les interventions ont, d'abord, mis en lumière l'importance de consolider la répartition équitable de la richesse, à travers l'ensemble du territoire national.



Lancement officiel de l'Opération sur titre (OST) d'Alliance Assurances : 2024, une année dynamique pour la Bourse d'Alger

Mme Amel Selmoun a salué l'«augmentation du capital d'Alliance Assurances, affirmant que cette étape constitue un indicateur positif pour la Bourse d'Alger et représente également une nouvelle impulsion pour le marché financier».

Alliance Assurances a procédé hier au lancement officiel d'une Opération sur titre (OST), en partenariat avec la Bourse d'Alger, la Banque de développement local (BDL) et la Société générale Algérie (SGA). Cette opération fait suite à l'augmentation du capital social de la compagnie, rendue publique le 5 juin 2025, à l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEX).



Pour une meilleure gestion des risques : la CAAR met l'accent sur l'innovation

«Nous accompagnons les entreprises algériennes pour offrir des solutions assurancielles, notamment dans le cadre de cyber-risque, classé comme le premier risque qui menace les entreprises».

C'est ce qu'a déclaré, hier, à Alger, le président-directeur général de la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance, lors d'une cérémonie dédiée à l'adoption de nouvelles technologies en matière de gestion du risque. M. Amar Meslouh a rappelé que son entreprise vise à lancer un nouveau plan stratégique en 2026, visant à augmenter le chiffre d'affaires, à consolider les performances et à occuper une position de leader sur le marché national des assurances.



Mohamed Achir, expert : «La décision consolide le pouvoir d'achat»

Mouloud- Mammeri de Tizi Ouzou (UMMTO), salue la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'augmenter le Salaire national minimum garanti (SMIG) et l'allocation chômage, ainsi que les retraites, estimant que celles-ci contribueront incontestablement à consolider davantage le pouvoir d'achat des Algériens.

«Je pense que les dernières décisions prises par le Conseil des ministres s'inscrivent dans le cadre des engagements du président de la République visant à consolider davantage le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, et à garantir aussi un certain revenu pour les chômeurs pendant une période déterminée, en attendant leur insertion dans le milieu professionnel», nous a déclaré le consultant en géoéconomique, en rappelant que plusieurs mesures dans ce même objectif ont été prises depuis 2020 par le Président, notamment l'augmentation du SNMG de

18.000 DA à 20. 000DA et l'exonération des salariés percevant moins de 30.000 DA du l'imposition sur l'Impôt sur le revenu global (IRG).



Investir dans le social

Les augmentations du niveau des salaires et des pensions de retraite n'auraient pu être effectives sans que le secteur de la production économique puisse générer une valeur ajoutée qui pourrait ensuite irriguer les revenus des travailleurs.

Aussi, le gouvernement est attentif à opérer une liaison fiable entre ces deux composantes sociale et économique. Cette harmonisation a été un souci traité lors des diverses réunions du conseil des ministres qui ont, de tout temps, accordé une grande importance à la création d'entreprises et à l'investissement qui nécessitent l'assemblage de nombreuses conditions. Il fallait chercher les préalables à la création de la richesse en explorant tous les secteurs, à l'instar de ceux des hydrocarbures et des mines, des finances, de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises.



Conseil de la nation : débat sur le PLF 2026

Bouzerd défend sa loi

L'évolution de la dette interne et l'avancement des réformes engagées par le gouvernement étaient au cœur du débat.

Le conseil de la nation a clôturé, hier; le débat sur le projet de loi de finances pour 2026. La séance matinale a été consacrée à la poursuite du débat général entamé avant-hier, et aux interventions des présidents des groupes parlementaires autour dudit texte de loi.

Ces derniers ont, notamment salué les mesures contenues dans le texte de loi de finances 2026, «lesquelles consacrent le caractère social de l'État et soutiennent les actions visant à protéger le pouvoir d'achat». Le ministre des Finances,

Abdelkrim Bouzerd, a commencé à répondre aux interrogations des membres du Conseil de la nation, en fin d'après-midi.



Vers la révision du code des marchés publics



Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred annonce la révision du code des marchés publics lors de sa réponse aux sénateurs, mardi à Alger.

Lors de sa réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la Nation, à l'issue des débats autour du projet de loi de finances de 2026 (PLF 2026), le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred indique que son département a préparé un projet de décret exécutif relatif aux marchés publics. «Nous sommes en train de préparer le projet de décret exécutif relatif aux marchés publics pour le présenter au gouvernement», appelant les membres du Conseil de la Nation, à apporter leur contribution.



Unanimité sur la vision sociale et économique de l'État

Les groupes parlementaires sont unanimes sur la vision sociale et économique de l'État algérien au Conseil de la Nation, mardi à Alger. Après l'intervention de 74 membres du Conseil de la Nation autour du projet de loi des finances 2026 (PLF 2026), les présidents des groupes parlementaires ont intervenu lors d'une séance plénière présidée par Azzouz Nasri. En présence du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd et d'autres représentants du gouvernement, les présidents des

groupes parlementaires saluent, unanimement, le contenu de ce texte de loi qui reflète, selon eux, la politique clairvoyante du président de la République visant à construire un État moderne, fort et équitable.



Caarama Assurance lance la déclaration en ligne des sinistres dès 2026

Caarama Assurance, filiale de la CAAR, s'apprête à franchir une nouvelle étape dans la digitalisation de ses services.

Le Directeur général de Caarama Assurance, Mounir Ghernouti, annonce, mardi à Alger que la déclaration en ligne des sinistres sera opérationnelle et accessible à tous les assurés à partir du 1er janvier 2026.



Un pack d'assurance globale pour le secteur agricole

La CAAR met en place un pack d'assurance globale pour le secteur agricole.

Le PDG de la CAAR (Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance), Ammar Messlough, explique que ce dispositif novateur ne se limite pas à assurer des aspects isolés de l'activité agricole ou du bâti, mais couvre l'ensemble des risques auxquels sont confrontés les agriculteurs.

L'offre de la CAAR s'adapte aux besoins réels des exploitations, qu'elles soient de petite, moyenne ou très grande taille, avec plusieurs types d'activités.



Le pétrole à plus 63 dollars

Le pétrole est à plus 63 dollars, ce mardi. Les cours du pétrole évoluaient légèrement dans un marché attentif aux facteurs susceptibles d'influencer

l'équilibre entre l'offre et la demande à l'approche des prochaines échéances économiques et énergétique mondiales.



[Les principales augmentations de salaires, pensions et allocations depuis 2020](#)

Des augmentations de salaires, pensions et allocations sont décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis 2020.

Depuis son investiture à la magistrature suprême en 2020, le président Tebboune a pris des décisions historiques qui ont progressivement remodelé la carte du revenu national, à travers des augmentations de salaires et des pensions de retraite, la création de nouveaux mécanismes de soutien social, à l'instar de l'allocation chômage, outre de vastes mesures destinées à protéger le pouvoir d'achat. Voici les principales décisions prises:



[Le ministre des Finances remet les pendules à l'heure](#)

C'est un ministre des Finances, à la fois pédagogue, explicite et moins sur la défensive, comme il l'a un peu été devant les députés, qui est venu défendre hier face aux sénateurs, le projet de loi de finances et de budget de l'État pour l'année qui se profile (PLF 2026), cible, faut-il le souligner, de certaines critiques liées surtout à l'augmentation des dépenses publique et à la gestion des déficits, dans un contexte de moindre bonnes recettes pétrolières.

[Frais, intérêts, bons du Trésor : le trio qui dope les revenus des banques algériennes](#)

En 2024, le secteur bancaire algérien affiche une santé florissante. Mais cette prospérité repose largement sur les placements en titres publics plutôt que sur le crédit à l'économie, révélant un modèle de rente financé par la dette de l'État.

Les banques algériennes ont bouclé l'année 2024 sur une note très confortable. Leurs revenus progressent nettement, portés par la hausse des taux d'intérêt et l'inflation. Une mécanique simple mais redoutablement efficace : moins de crédits risqués à l'économie, plus de placements sûrs en bons du Trésor. Résultat, le secteur bancaire gagne de l'argent massivement sans prendre beaucoup de risques ni vraiment financer l'économie productive.



Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

[DES EXPERTS EN ÉCONOMIE RÉAGISSENT À LA DÉCISION D'AUGMENTER LE SNMG : « Une étape importante pour renforcer le pouvoir d'achat »](#)

Des experts économiques et des universitaires ont affirmé que la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, annoncée dimanche et portant sur l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG), de 20 000 DA à 24 000 DA à partir de janvier 2026, constitue une étape « importante » pour renforcer le pouvoir d'achat du citoyen et soutenir la cohésion sociale.

Cette décision « reflète une forte volonté politique de protéger le pouvoir d'achat des citoyens », a indiqué, l'économiste, Nour-Eddine Laïachi, ajoutant que l'augmentation du salaire minimum « contribuera à dynamiser le marché intérieur et à renforcer la demande en biens et services ».



[Une loi de Finances tournée vers la croissance et la diversification économique](#)

[Présentation du PLF 2026 au Conseil de la Nation](#)

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé lundi à Alger que le projet de loi de Finances (PLF) pour 2026 s'inscrit dans la dynamique de relance et de diversification de l'économie nationale, tout en préservant le caractère social de l'État. Présenté en séance plénière devant les membres du Conseil de la nation, sous la présidence de M. Azouz Nasri, le texte ambitionne de renforcer la croissance, de soutenir le tissu productif et de répondre aux besoins socio-économiques des citoyens.

نص قانون المالية 2026 يرسخ توجه الدولة نحو تمويل الاقتصاد الوطني عبر استثمارات تنموية
كبيرة



أكد وزير المالية, عبد الكريم بوالزرد, مساء اليوم الثلاثاء بمجلس الأمة, أن نص قانون المالية لسنة 2026 يكرس توجه الدولة نحو تمويل الاقتصاد الوطني عبر استثمارات كبيرة ذات بعد تنموي, تستهدف عدة قطاعات, وذلك في إطار رؤية اقتصادية جديدة تقوم على التنويع الاقتصادي وتحسين الأداء المالي.

وأوضح السيد بوالزرد لدى رده على انشغالات وتساؤلات أعضاء مجلس الأمة, خلال جلسة علنية, خصصت لمناقشة نص قانون المالية 2026, ترأسها عزوز نصري, رئيس المجلس, بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان, نجية جيلالي, وأعضاء من الحكومة, أن التدابير المقترحة في النص تهدف إلى دعم النمو المستدام وتحسين أدوات التمويل, ومواصلة الإصلاحات الهيكلية, مع تعزيز النجاعة في تسيير الموارد.

نص قانون المالية 2026

بوالزرد يشرع في الرد على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة

شرع وزير المالية, عبد الكريم بوالزرد, مساء يوم الثلاثاء بمجلس الأمة, في الرد على تساؤلات وانشغالات الأعضاء بخصوص نص قانون المالية لسنة 2026.

يجري ذلك في جلسة علنية بمجلس الأمة, مخصصة لمناقشة نص قانون المالية 2026, برئاسة عزوز نصاري, رئيس المجلس, بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان, نجيبة جيلالي, وأعضاء من الحكومة.

مجلس الأمة

المجموعات البرلمانية تبرز تدابير دعم الاستثمار في نص قانون المالية 2026

أكد رؤساء المجموعات البرلمانية بمجلس الأمة, يوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, أن التدابير المدرجة في نص قانون المالية لسنة 2026 تعكس الإرادة القوية للدولة في دعم الاستثمارات وتوجيه الموارد نحو المشاريع الاقتصادية الاستراتيجية, وهو ما من شأنه تعزيز التنمية الشاملة وتحفيز مسار الإصلاحات الاقتصادية.

وجاءت المداخلات خلال جلسة علنية بمجلس الأمة, خصصت لمناقشة نص قانون المالية للسنة المقبلة, جرت برئاسة السيد عزوز نصاري, رئيس المجلس, وحضور وزير المالية, عبد الكريم بوالزرد, و وزيرة العلاقات مع البرلمان, نجيبة جيلالي, وعدد من أعضاء الحكومة.



لا تعديل لدفاتر الشروط بعد فتح الأظرفة وتنحى فوري عند تضارب المصالح

وزير المالية يؤكد غلق باب التلاعبات في الصفقات العمومية

أمر وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، بتثديد الرقابة على مسار إبرام الصفقات العمومية، مؤكداً منع أي تعديل لدفاتر الشروط بعد تأشيرها وفتح الأظرفة، وملزماً الموظفين الذين تربطهم مصالح مباشرة أو غير مباشرة بالصفقات بالتبليغ والتنحى فوراً تفادياً لتضارب المصالح، فيما تعمل مصالحه بالتوازي على استكمال رقمنة المسار الكامل للصفقات عبر البوابة الإلكترونية الوطنية.

وفي رد لوزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، على سؤال كتابي للنائب بالمجلس الشعبي الوطني، رابح جدو، اطلعت عليه "الشروق"، بخصوص ممارسات تمس شفافية الصفقات العمومية وتؤثر على نوعية الإنجاز وجودة المشاريع، أكد أنه فيما يتعلق بالإجراءات التي تتخذها الوزارة لضمان استقرار مضمون دفاتر الشروط بعد فتح الأظرفة، فإنها تهدف إلى منع أي تدخل أو تعديل خارج الأطر القانونية.



رفع الأجور ومنحة البطالة.. قراءة في الخطوات الاقتصادية للحكومة

أكد وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي عبد الحق سايجي أن الحكومة الجزائرية حافظت منذ 2020 على البعد الاجتماعي رغم التحديات الاقتصادية العالمية، مشيراً إلى أن هذه السياسة انعكست في إعفاءات ضريبية على الأجور مطلع 2020، وارتفاعات متتابة في الأجور خلال سنوات 2022 و2023 و2024.

وأوضح سايجي خلال مروره ضيفاً على نشرة الثامنة عبر التلفزيون العمومي الجزائري أن إجمالي كتلة الزيادة في الأجور بلغ نحو 900 مليار دينار، استفاد منها تقريباً جميع الموظفين، في خطوة ملموسة لتعزيز القدرة الشرائية وتحسين مستوى المعيشة على المدى القصير، تجسيدا للالتزام رئيس الجمهورية.

وأشار الوزير إلى أن منحة البطالة تمثل أداة حماية اجتماعية موجهة لطالبي العمل، حيث توأكبهم الدولة إلى حين إدماجهم في سوق الشغل، مؤكداً أن 104 آلاف طالب عمل تم تنصيبهم مؤخراً، بينهم 4714 خريجاً من التكوين المهني. وأضاف أن التسجيل في الوكالة الوطنية للتشغيل يتم بالكامل عبر المنصة الرقمية، بما يشمل الاستفادة من منحة البطالة في مدة أقصاها 28 يوماً، ما ساهم في التنسيق بين مختلف الهياكل بما فيها الضمان الاجتماعي.

ثمنوا الإرادة السياسية في بلوغ أهداف التنمية.. رؤساء الكتل بمجلس الأمة:

مشروع قانون المالية يعكس رؤية الدولة في تنويع الاقتصاد

أكد رؤساء المجموعات البرلمانية بمجلس الأمة، أمس، أن مشروع قانون المالية لسنة 2026 يعبر عن رؤية الدولة في دعم التنمية الاجتماعية وتعزيز الاستثمار وتنويع الاقتصاد الوطني، كما يعكس إرادة سياسية راسخة في بلوغ مستهدفات التنمية الشاملة، مطالبين بتعزيز الحوكمة في تنفيذ الميزانية وكفاءة الإنفاق وتسريع التحوّل الرقمي وكذا مراجعة سياسة الدعم الاجتماعي.

قال رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي، عبد الرحمن قنشوية، خلال جلسة مناقشة مشروع قانون المالية للسنة المقبلة، إنّ النصّ يمثل الإطار المالي الأمثل لتنفيذ التزامات رئيس الجمهورية، حيث تعكس ميزانية الدولة للسنة المقبلة، والتي تتجاوز 17 ألف مليار دينار جزائري، إرادة سياسية راسخة في بلوغ مستهدفات التنمية الشاملة.

ثمنت قراراته لرفع الحد الأدنى للأجور ومنحة البطالة.. أحزاب سياسية:

الرئيس تبون داعم للمواطن ومرافق للشباب

ثمنت عدة أحزاب سياسية القرارات التي اتخذها رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، والقاضية برفع الحد الأدنى المضمون للأجور ومنحة البطالة، معتبرة أنها تعكس التزام الدولة بتعزيز العدالة الاجتماعية وحماية القدرة الشرائية للمواطنين.

سجل التجمّع الوطني الديمقراطي، في بيان له، ارتياحه لمضمون قرار رئيس الجمهورية خلال مجلس الوزراء الأخير برفع الأجر الأدنى المضمون من 20 إلى 24 ألف دينار ابتداء من جانفي 2026، معتبرا إياه "خطوة تاريخية غير مسبوقه من حيث حجم الزيادة منذ بدء العمل برفع الأجر الأدنى المضمون على مدى عقود". ولفت التجمع إلى أن الرفع من هذه القيمة "يعكس بوضوح التزام الدولة الثابت بتحسين الإطار المعيشي للمواطن وتعزيز العدالة الاجتماعية"، مذكرا بأن هذه الزيادة تأتي "امتدادا لقرارات سابقة اتخذها رئيس الجمهورية في سنة 2020، ما يعكس مسارا متدرجا ومدروسا لتحسين القدرة الشرائية للمواطنين". كما ثمن الأرندي رفع منحة البطالة من 15 إلى 18 ألف دينار، والتوجيهات الرئاسية القاضية بتبسيط إجراءات الاستفادة منها عبر مراجعة شرط تجديد الملف وضمان صرفها لمدة سنة كاملة قابلة للتجديد، مع التأكيد على أن تلك التعليمات "جاءت لتعكس حرص الدولة على مرافقة الشباب ودعمهم اجتماعيا واقتصاديا".



نص قانون المالية 2026: بوالزرد يشرع في الرد على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة

شرع وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، مساء اليوم الثلاثاء بمجلس الأمة، في الرد على تساؤلات وانشغالات الأعضاء بخصوص نص قانون المالية لسنة 2026.

يجري ذلك في جلسة علنية بمجلس الأمة، مخصصة لمناقشة نص قانون المالية 2026، برئاسة عزوز نصاري، رئيس المجلس، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، نجيبية جيلالي، وأعضاء من الحكومة. ويأتي الرد بعد يومين من مداخلات الأعضاء، ثمنوا من خلالها الإجراءات الاجتماعية والاقتصادية التي تضمنها النص الذي يعد تجسيدا لإرادة الدولة، بقيادة رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في تحقيق الاستدامة المالية والتنمية الشاملة والعدالة الاجتماعية وحماية السيادة الاقتصادية.



نص قانون المالية 2026 : بوالزرد يشرع في الرد على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة

شرع وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، مساء يوم الثلاثاء بمجلس الأمة، في الرد على تساؤلات وانشغالات الأعضاء بخصوص نص قانون المالية لسنة 2026.

يجري ذلك في جلسة علنية بمجلس الأمة، مخصصة لمناقشة نص قانون المالية 2026، برئاسة عزوز نصاري، رئيس المجلس، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، نجيبية جيلالي، وأعضاء من الحكومة.

مجلس الأمة : المجموعات البرلمانية تبرز تدابير دعم الاستثمار في نص قانون المالية 2026

أكد رؤساء المجموعات البرلمانية بمجلس الأمة، يوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن التدابير المدرجة في نص قانون المالية لسنة 2026 تعكس الإرادة القوية للدولة في دعم الاستثمارات وتوجيه الموارد نحو المشاريع الاقتصادية الاستراتيجية، وهو ما من شأنه تعزيز التنمية الشاملة وتحفيز مسار الإصلاحات الاقتصادية.

وجاءت المداخلات خلال جلسة علنية بمجلس الأمة، خصصت لمناقشة نص قانون المالية للسنة المقبلة، جرت برئاسة السيد عزوز نصري، رئيس المجلس، وحضور وزير المالية، عبد الكريم بوزردي، و وزيرة العلاقات مع البرلمان، نجيبية جيلالي، وعدد من أعضاء الحكومة.

في هذا الإطار، أبرز رئيس المجموعة البرلمانية للثلاث الرئاسي، ساعد عروس، أن نص القانون يترجم إرادة الدولة في المضي بثبات نحو تحقيق الاستدامة المالية والتنمية الشاملة وترسيخ العدالة الاجتماعية وحماية السيادة الاقتصادية، منوها بالتدابير الخاصة بمراجعة الأجور والمنح ومواصلة المشاريع الاستثمارية الكبرى.



أعضاء مجلس الأمة يواصلون مناقشة نص قانون المالية لسنة 2026

واصل مجلس الأمة، اليوم الثلاثاء، ولليوم الثاني على التوالي، أشغاله في جلسة علنية، برئاسة عزوز نصري، رئيس مجلس الأمة، خصّصت لمواصلة مناقشة نص القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2026، بحضور ممثل الحكومة عبد الكريم بوزردي، وزير المالية، يوسف بلمهدي، وزير الشؤون الدينية والأوقاف، صورية مولوجي، وزيرة التضامن الوطني والأسرة وقضايا المرأة، نجيبية جيلالي، وزيرة العلاقات مع البرلمان، وسفيان شايب، كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الخارجية، المكلف بالجالية الوطنية بالخارج.

وحسب بيان للمجلس، تلقت العصر نيوز نسخة منه، افتتح نصري تماماً للنقاش العام، جلسة اليوم بمنح الكلمة لبقية أعضاء المجلس المسجلين، ليتمكنوا من مناقشة نص قانون المالية لسنة 2026 وتقديم ملاحظاتهم ومقترحاتهم في إطار الحوار التشريعي البناء قبل إعطاء الفرصة للمجموعات البرلمانية لعرض مداخلاتهم.

CONSEIL DE LA NATION

Fin des débats autour du PLF 2026

Les membres du Conseil de la Nation ont achevé, hier mardi, les débats autour du projet de loi de finances pour l'année 2026.

Mohammed K. - Alger (La Soir) - Les membres du Conseil de la Nation ont poursuivi, hier mardi, pour le second jour de suite, les débats autour du projet de loi de finances 2026 avec, notamment, les interventions des chefs des divers groupes parlementaires siégeant au Sén de la chambre haute du Parlement, à savoir celui du parti du Front de libération nationale, du Rassemblement national démocratique, celui du Front et Moustakbal, du tiers présidentiel et des indépendants. Des interventions lors desquelles les sénateurs ont exprimé leurs préoccupations liées à la réduction du déficit du Trésor, à l'amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat, conformément aux orientations du président de la République, à la nécessité d'adopter une politique budgétaire équilibrée, garantissant la continuité des investissements et des transferts sociaux, au renforcement de la diversification économique dans l'agriculture, l'industrie et le tourisme, à l'accélération de la transition numérique, à la lutte contre le marché parallèle des devises, à l'achèvement des projets pénaux, à l'amélioration du système fiscal et au soutien de l'emploi, à la pertinence des mesures fiscales et douanières de la LF 2026, à la dépla-

tements pour encourager l'investissement, diversifier l'économie et relancer les projets structurants, tout en développant les exportations. Abordant les indicateurs économiques, Bouzard a affirmé que le PIB a atteint 10 047 milliards de dinars au premier trimestre de 2025 en cours, contre 9 300 milliards à la même période de 2024, soit une croissance de 8%. Les recettes budgétaires ont atteint, quant à elles, 3 600 milliards de dinars au premier semestre, soit une progression de 1 450 milliards sur une base annuelle. Traitant du déficit budgétaire qui

a suscité le plus d'appréhensions de la part des sénateurs comme ce fut le cas lors des débats à l'Assemblée populaire nationale, le ministre des Finances a annoncé qu'il devrait reculer à 4 000 milliards de dinars d'ici fin 2025, contre une prévision initiale de 8 200 milliards, en raison d'une consommation budgétaire limitée à 70% et du non-décaissement de certains financements destinés au secteur économique, une réduction du déficit qui se poursuivra jusqu'en 2028. À propos des perspectives de croissance, il a souligné que le pays devrait maintenir un rythme supérieur à la moyenne mondiale durant les trois prochaines années: 4,1% en 2025; 4,4% en 2027; 4,7% en 2031.

La croissance hors hydrocarbures croîtra de 5%, tirée par l'industrie (+6,2%), l'agriculture (+5,4%), le bâtiment (+5,1%), les services (+5%). Les recettes globales devraient dépasser 6 000 milliards de dinars en 2026, grâce à la mobilisation accrue des ressources fiscales hors hydrocarbures (+6,8%). La loi de finances devrait ainsi permettre une augmentation du budget général à 17 600 milliards en 2027, 19 000 milliards en 2028.

des produits de large consommation, alléger l'IRG au profit des ménages, soutenir les start-up, les incubateurs et l'innovation, encourager les activités de pêche, d'aquaculture et de transport, renforcer le secteur du logement, notamment le programme AADL. Le texte prévoit également des dispositions visant à accélérer la numérisation, à simplifier les routes fiscales et à lutter contre la corruption, le manquement salarial et la fraude fiscale. A rappeler que ce PLF 2026, voté le 13 novembre dernier par les députés, devra être demain jeudi par leurs pairs du Conseil de la Nation lors d'une plénière prévue à cet effet.

M. K.

lisation des secteurs clés, notamment celui des finances et aux perspectives d'augmentation des exportations hors hydrocarbures.

Des interrogations auxquelles le ministre des Finances a eu à répondre, en fin de journée.

Abdelkrim Bouzard, qui a présenté en détail le texte, a tenu à assurer que celui-ci poursuit l'ancrage du caractère social de l'Etat, avec près de 6 000 milliards de dinars consacrés aux transferts sociaux, dont 420 milliards de dinars pour l'allocation chômage, 424 milliards de dinars pour le soutien au Fonds des retraites, 656 milliards de dinars pour la subvention des produits essentiels, notamment le blé.

Ceci, a-t-il poursuivi, en sus des 2 800 milliards de dinars destinés aux établissements et administrations publiques, principalement les universités et les hôpitaux. Pour le ministre, ce PLF intervient dans un contexte national marqué par une reprise progressive de l'activité économique, stimulée par les efforts gouverne-

HAUSSE DU SNMG

L'économie doit se mettre en mouvement

L'annonce faite par le président de la République lors du Conseil des ministres concernant l'augmentation du salaire national minimum garanti (SNMG), qui passera de 20 000 à 24 000 DA dès janvier 2025, a suscité de nombreuses réactions. Parmi elles, celle de M. Amar Takdjout, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui voit dans cette mesure un geste fort, cohérent et attendu.

Invité du jour de la Chaîne 3 de la radio nationale, le patron de l'UGTA a rappelé que cette hausse s'inscrit dans une démarche amorcée depuis plusieurs années. « Cette augmentation, c'est une réponse et un respect d'engagement du président de la République. C'est une demande que nous avons exprimé le 1er mai 2024, et il avait pris acte en prenant un traitement graduel de l'ensemble des revendications. Aujourd'hui, il a respecté sa parole. » Selon lui, cette fidélité à la parole donnée constitue un signal fort à l'égard des travailleurs et de la société dans son ensemble. « Le respect des engagements est très important. Chacun à sa place, doit suivre cet exemple. » Il rappelle également que depuis 2020, plusieurs

reste à l'ordre du jour. « Le président s'est engagé à ramener les salaires de la fonction publique à 100%. 2025 verra une nouvelle augmentation, conformément à sa feuille de route » a encore noté le SG du syndicat. Cette perspective s'inscrit dans un objectif global : améliorer durablement le pouvoir d'achat, en particulier celui des catégories les plus fragiles. À la question de savoir si l'Algérie dispose de la marge nécessaire pour soutenir ces augmentations malgré un contexte économique mondial incertain, M. Takdjout se montre optimiste mais vigilant : « Économiquement, nous nous portons bien. Mais il faut continuer, il faut aller plus loin. L'économie doit se mettre en mouvement. » Pour lui, l'amélioration du



pouvoir d'achat ne peut être pérenne que si elle s'accompagne d'une véritable dynamique de production : investissements, création d'emplois, hausse de la productivité, modernisation administrative. Le secrétaire général de l'UGTA insiste particulièrement sur la né-

cessaire collective dans la réussite de ces mesures. « Nous n'avons pas le droit d'attendre uniquement du président qu'il décrète des augmentations. Nous devons changer d'attitude, revoir notre vision du travail et de l'entreprise. » Il ajoute tout un risque majeur :

« L'absence de mesures pourrait être absorbée par l'inflation si l'économie réelle ne suit pas. » Si ces augmentations ne sont pas appuyées par une économie forte, elles auront mangées par l'inflation. Dans ce cas, on n'améliore pas le pouvoir d'achat, on limite seulement les dégâts. Pour lui, la clé est claire : créer de la richesse. « Notre économie dépend de la création de richesse. Le pétrole et le gaz ne suffisent plus. L'entreprise doit redéfinir un espace de production et non d'attente. » Ainsi, la revalorisation du SNMG à 24 000 DA constitue une mesure sociale forte, saluée par l'UGTA comme une promesse tenue. Mais pour que ce progrès se traduise réellement par une amélioration durable du niveau de vie, il devra s'inscrire dans une dynamique plus large : productivité, investissement, réforme administrative et mobilisation collective comme le résume Amar Takdjout : « Le travail, c'est lui qui portera notre économie et notre pouvoir d'achat. Nous devons tous y croire et nous engager. »

Ilhem Tiv

décisions ont été prises en faveur des différentes catégories sociales : augmentations successives dans la fonction publique, revalorisation des pensions de retraite, indemnité pour les primo-demandeurs d'emploi, etc. Une continuité que l'UGTA salue. Si l'augmentation du SNMG concerne prioritairement les bas revenus, son impact dépasse cette seule catégorie. M. Takdjout insiste sur l'effet mécanique de cette revalorisation sur l'ensemble de la structure salariale : « Le SNMG est une référence. Il sert au calcul de certains cadres, des retraités, et constitue une base dans les entreprises. Les 4 000 DA supplémentaires peuvent être ventilés en pourcentage, en montant fixe ou de manière proportionnellement dégressive selon les capacités de chaque entreprise. » L'invité met particulièrement en garde contre le risque de tassement des salaires, un phénomène susceptible de créer des tensions internes : « Il faut absolument éviter le tassement de la grille salariale, sinon c'est toute la hiérarchie qui se retrouve comprimée, et cela peut créer une turbulence dans l'entreprise. »

Au-delà du SNMG, la révision des salaires de la fonction publique

LES PRINCIPALES AUGMENTATIONS DE SALAIRES, PENSIONS ET ALLOCATIONS DEPUIS 2020

Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a pris, depuis son investiture à la magistrature suprême en 2020, des décisions historiques qui ont progressivement remodelé la carte du revenu national, à travers des augmentations de salaires et des pensions de retraite, la création

de nouveaux mécanismes de soutien social, à l'instar de l'allocation chômage, outre de vastes mesures destinées à protéger le pouvoir d'achat. Voici les principales décisions prises :

■ EN 2020 :

- Installation de primes et d'indemnités allant de 10 000 à 40 000 DA au profit des personnels des structures de santé publique, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le Covid-19.
- Augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) à 20 000 DA (contre 18 000 DA auparavant) avec revales isozones des pensions de retraite, oscillant entre 2 et 7%.

■ EN 2021 :

- Création de l'allocation chômage.

■ EN 2022 :

- Début du versement de l'allocation chômage d'un montant de 13 000 DA.
- Révision de la grille indiciaire de la fonction publique.
- Suppression de l'impôt sur le revenu global (IRG) au profit des salariés percevant moins de 30.000 DA.

■ EN 2023 :

- Augmentation de l'allocation de solidarité à 12 000 DA pour ceux qui percevaient 10 000 DA et à 7000 DA pour ceux qui percevaient 3000 DA.
- Augmentation de la valeur de l'allocation chômage à 15 000 DA par mois.
- Augmentation de la bourse des étudiants universitaires de 12000 DA à 20000 DA par mois.

■ EN 2024 :

- Augmentations importantes des salaires des personnels du secteur de l'éducation, ayant englobé les corps d'enseignement, tous grades confondus, à travers l'augmentation du point indiciaire et l'amélioration des indemnités, ce qui a permis une hausse du salaire net moyen des enseignants, ayant atteint plus de 30%.
- Augmentations des pensions et allocations de retraite allant de 10 à 15%.
- La révision de la grille des salaires pour la

fonction publique entre 2022 et 2024 a permis des augmentations en faveur des différents corps et grades allant de 4500 DA à 8500 DA par mois, soit un taux de près de 47% en trois ans.

■ EN 2025 :

- Augmentation de l'allocation touristique à 750 euros pour les adultes et à 300 euros pour les mineurs.
- Importation jusqu'à un million de tonnes de bétail afin de garantir la stabilité des prix durant l'Aïd El Adha.
- Décision de porter le salaire national minimum garanti (SNMG) de 20 000 à 24 000 DA (à compter de 2026).
- Décision de porter l'allocation chômage à 18 000 DA (à compter de 2026).

(APS)

المجموعات البرلمانية تبرز تدابير دعم الاستثمار

تعزيز التنمية الشاملة وتحفيز مسار الإصلاحات الاقتصادية

التزام الدولة بإعادة الاعتبار للطبقة المتوسطة ودعم الفئات الهشة

وأشار من جهته، رئيس المجموعة البرلمانية لجهة المستقبل، عصام نشمة، إلى أن التدابير التي تضمنها نص القانون، جاءت لتؤكد على مسار الإصلاحات الهيكلية الاقتصادية واجتماعيا، لا سيما من خلال الزيادة في الأجور والمنح والمحافظة على القدرة الشرائية للمواطن.

ولفت نشمة إلى أن ميزانية العام المقبل من شأنها أن تشكل رافعة استثمارية حقيقية تغير بنية الاقتصاد، من خلال تعزيز الإنتاج، مبرزا ضرورة التوجه نحو تعزيز الرقمنة دعما للعدالة الاجتماعية.

بوالزرد يشرح في الرد على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة

شرح وزير المالية- عبد الكريم بوالزرد، مساء أمس الثلاثاء، بمجلس الأمة، في الرد على تساؤلات وانشغالات الأعضاء بخصوص نص قانون المالية لسنة 2026.

يجري ذلك في جلسة علنية بمجلس الأمة، مخصصة لمناقشة نص قانون المالية 2026، برئاسة عزوّن نصاري، رئيس المجلس، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، نجية جيلالي، وأعضاء من الحكومة.

ومستدامة، منوها بالتدابير الخاصة بتشجيع المؤسسات الناشئة والصغيرة والمتوسطة.

كما ثمن بطاهر ما تضمنه نص القانون من تدابير لمصون كرامة المواطن وتحسين المستوى المعيشي والمحافظة على القدرة الشرائية، لا سيما من خلال رفع الأجور والمعاشات والمنح، وكذا تخصيص اعتمادات معتبرة لإنجاز مختلف البرامج السكنية وتمويل مشاريع البنية التحتية، خاصة في المناطق النائية وذلك بهدف تحقيق العدالة التنموية.

أما رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي عبد الرحمن قنشوية، فأكد أن نص قانون المالية 2026 يمثل الإطار الأمثل لتجسيد التزامات رئيس الجمهورية ويلوغ التنمية الشاملة، لا سيما من خلال تدابير تعزيز النمو المستدام وتوجيه الاستثمار نحو القطاعات الواعدة، خاصة الطاقات المتجددة.

في هذا الصدد، نوه السيد قنشوية، بالاهتمام الذي يوليه نص القانون للمشاريع الاقتصادية الاستراتيجية التي تكتسي أهمية حيوية في دعم الصناعة الوطنية والسيادة الاقتصادية، فيما ثمن ما جاء به النص من إجراءات لرفع الأجور، المعاشات والمنح، وذلك ترسيخا للطابع الاجتماعي للدولة.

أن الإصلاح الاقتصادي في الجزائر لن يكون على حساب العدالة الاجتماعية بل في خدمتها، مبرزا في هذا الصدد التدابير الخاصة بتوسيع الوعاء الضريبي دون أن يكون لذلك انعكاس سلبي على المواطن والاقتصاد.

بدوره، تكرر رئيس المجموعة البرلمانية لحزب جبهة التحرير الوطني بالنيابة، محمد الهاشمي ديايش، أن نص قانون المالية 2026، يضمن التوازن بين متطلبات التنمية وواجبات الدولة الاجتماعية، وكذا توجيه الموارد نحو الاقتصاد المنتج، بهدف إحداث تغيير ملموس في حياة المواطنين وتعزيز قدرة الجزائر على مواجهة التحديات الاقتصادية والاجتماعية وبناء اقتصاد مستدام.

ولفت السيد ديايش إلى أن رفع الأجور وتحسين القدرة الشرائية وتعزيز منظومة الحماية الاجتماعية تعكس التزام الدولة بإعادة الاعتبار للطبقة المتوسطة ودعم الفئات الهشة وتضع المواطن في صلب السياسات العمومية.

من جانبه، أكد رئيس المجموعة البرلمانية للأحرار، لزرق بطاهر، أن النص يعبّر عن رؤية الدولة في دعم التنمية الاجتماعية وتعزيز الاستثمار وتنويع الاقتصاد الوطني، وأنه يعكس التزامات الدولة في ضخ استثمارات هامة في مختلف القطاعات وتحقيق تنمية شاملة

أكد رؤساء المجموعات البرلمانية بمجلس الأمة، أمس الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن التدابير المدرجة في نص قانون المالية لسنة 2026 تعكس الإرادة القوية للدولة في دعم الاستثمارات وتوجيه الموارد نحو المشاريع الاقتصادية الاستراتيجية، وهو ما من شأنه تعزيز التنمية الشاملة وتحفيز مسار الإصلاحات الاقتصادية.

جاءت المداخلات خلال جلسة علنية بمجلس الأمة، خصصت لمناقشة نص قانون المالية للسنة المقبلة، جرت برئاسة السيد عزوّن نصاري، رئيس المجلس، وحضور وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، ووزيرة العلاقات مع البرلمان، نجية جيلالي، وعدد من أعضاء الحكومة.

في هذا الإطار، أبرز رئيس المجموعة البرلمانية للثلاث الرئاسي، ساعد عرويس، أن نص القانون يترجم إرادة الدولة في العضي بنيات نحو تحقيق الاستدامة المالية والتنمية الشاملة وترسيخ العدالة الاجتماعية وحماية السيادة الاقتصادية، منوها بالتدابير الخاصة بمراجعة الأجور والمنح ومواصلة المشاريع الاستثمارية الكبرى.

كما اعتبر أن هذا النص يبعث برسالة مفادها



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz

YouTube

MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger